



SPECIAL PSA : 6.000 emplois menacés

La note intérieure de PSA rendue publique par la CGT du groupe a fait l'effet d'une "bombe" dans le paysage politique français.

Eric Besson, grand serviteur du capital, Ministre de l'industrie, a été le premier à voler au secours des dirigeants de PSA en affirmant que les 6.000 suppressions d'emplois prévues n'étaient pas d'actualité. Et pour cause! Les décisions de fermeture des sites d'Aulnay et de Sevelnord devaient être annoncées au deuxième semestre 2012, après les élections, présidentielle et législatives.

Capital et pouvoir s'entendent comme larrons en foire pour méditer leurs sales coups: 6 milliards d'euros de prêt ont été accordés à Renault et Peugeot pendant la "crise" en 2008, 2 milliards pour leurs filiales bancaires, sans oublier le coût de la "prime à la casse" pour garantir les profits de l'industrie automobile.

Voilà le bilan d'une belle collaboration.

Le silence du PS (pas étonnant). Le PCF parle en général d'interdire les licenciements mais évite avec soin de poser la question de qui détient la propriété des moyens de production. Tous sont d'accord pour poursuivre cette politique qui organise le recul industriel de notre pays et met les salariés au chômage.

Quand aux syndicats, ils proposent de construire l'unité pour faire face aux prévisions de fermetures, autant dire que les patrons de l'industrie automobile ont les mains libres.

Philippe Varin, PDG de Peugeot, déclare dans le journal "Le Parisien": Notre responsabilité est de réfléchir à tous les scénarios possibles" N'est-ce pas ce qu'ils ont fait dans cette note interne? **Fermer 3 sites de production, supprimer 6.000 emplois, n'est-ce pas le scénario qu'ils ont envisagé?**

Rien qu'en Franche Comté, ce sont 800 emplois qui vont disparaître dans l'automobile, 600 à Sochaux dans le Doubs avec la délocalisation de la fabrication des amortisseurs et 200 à Saint-Claude dans le Jura pour les mêmes motifs de baisse du "coût du travail" pour plus de profits.

Les scénarios sont donc connus, il s'agit aujourd'hui d'organiser la lutte, comme les salariés de Saint-Claude qui ont occupé leur entreprise pour contraindre l'équipementier automobile à annuler son plan.

Confisquer l'outil de production au capital, en finir avec ce système, c'est la seule perspective pour préserver et développer l'industrie nationale.

Depuis des années PSA casse l'emploi

*Au total 20.000 emplois supprimés dont 3.000 à Aulnay.

Dans le même temps il investi massivement dans les pays à bas salaires, en République Tchèque pour ses petits modèles qui sont réimportés pour être vendus en France et surtout en Chine où il va ouvrir une troisième usine, tandis que sa filiale Faurécia va en construire 5 nouvelles ce qui porte le total à 25. Au troisième trimestre 2010 la fabrication des Peugeot en France a déjà baissé de 7% sur 2009 tandis qu'elle augmentait de 8,1% dans ses usines étrangères.

La fermeture des sites PSA entraînerait des conséquences considérables chez les sous-traitants, avec des dizaines de milliers d'emplois menacés.

*La fermeture d'Aulnay offre de plus la possibilité d'une juteuse opération immobilière d'un montant minimum estimé l'an dernier par la direction à 300 millions d'euros.

***Peugeot a réalisé en 2010 un profit de 1, 134 milliard d'euros et il a en caisse une trésorerie de 10,524 milliards.**

"La compétitivité de l'industrie automobile devrait être une cause nationale. Et pour cela il faut accepter qu'elle respire. Autrement dit qu'on puisse rationaliser sa production.

L'avenir industriel de notre pays n'est pas plus gravé dans les murs d'Aulnay que dans les usines Panhard ou sur le quai de javel".

<http://www.sitecommunistes.org>